

Le Monde

Le Monde
Politique, mercredi 12 septembre 2012, p. 8

FRANCE

Les économistes doutent de la stratégie Hollande

Le débat monte sur l'objectif des 3 % de déficit public dès 2013 et le risque d'impact négatif sur la croissance

Claire Guélaud

En confirmant sa volonté de ramener le déficit public sous les 3 % du produit intérieur brut (PIB) dès 2013 et quoi qu'il en coûte, François Hollande a fixé un cap qui s'impose à tous ses ministres. Pourra-t-il ainsi circonscrire le débat sur la rigueur à la seule gauche du Parti socialiste et à ses alliés ? Rien n'est moins sûr. Car l'orthodoxie budgétaire stricte, sur fond de croissance atone, fait débat chez les économistes, et pas seulement chez les altermondialistes.

Entre les keynésiens, adversaires résolus de l'austérité généralisée, les néokeynésiens, partisans d'une « *austérité raisonnée* », et ceux persuadés que la France ne pourra pas tenir les 3 % dès 2013 et que l'urgence, ce sont les réformes structurelles, la liste est longue des économistes qui s'interrogent sur la stratégie de François Hollande.

L'orthodoxie budgétaire s'apparente-t-elle à la « *saignée* » du « *funeste médecin de Molière* », où la rigueur plombe la croissance, ce qui creuse les déficits et appelle plus d'austérité, comme le craignent les économistes proches d'Attac, de la Fondation Copernic et des Economistes atterrés ? L'argument ne peut être balayé d'un revers de la main. Après d'autres pays latins, en effet, l'Italie affronte une récession plus forte que prévu. Xavier Timbeau, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), estime urgent d'« *arrêter le massacre* ». « *Le déficit public de l'Espagne sera plus important en 2012 qu'en 2011, malgré un effort budgétaire très important. Le pays n'est pas à l'abri d'une rupture politique ou sociale, d'autres pourraient suivre.* »

« *L'austérité à marche forcée est impossible à justifier, sauf à dire qu'on la défend pour faire plaisir aux Allemands. On attendait de François Hollande qu'il s'en démarque, ce qu'il n'a pas choisi de faire, alors même que la Banque centrale européenne [BCE] a ouvert une porte de sortie* » en annonçant le rachat de dette publique, regrette-t-il. Le chercheur se défend pour autant de plaider pour la relance : « *Il faut une austérité raisonnée, qui fasse de la lutte contre le chômage la priorité. Et qui admette que la réduction du déficit public prendra plus de temps que prévu.* »

Théoricien de la croissance et animateur du groupe de La Rotonde, qui avait conseillé le candidat Hollande sur l'économie, Philippe Aghion s'inquiète de voir le président camper sur l'objectif des 3 %, malgré une croissance très inférieure aux prévisions initiales (0,8 % en 2013). Compte tenu des effets dépressifs sur l'activité des politiques d'austérité, le respect des 3 % avec 0,8 % de croissance va coûter « *beaucoup plus que 30 milliards* ». Si l'objectif est maintenu, poursuit ce professeur d'économie à Harvard, « *le gouvernement sacrifiera nécessairement les marges de manoeuvre fiscales dont il a besoin pour financer les réformes structurelles, et en même temps, il plongera le pays dans la récession* ».

Avec Jacques de Larosière, président du think tank Eurofi, M. Aghion a défendu dans *Le Monde* du 18 août la nécessité d'ajuster les objectifs de déficit public en fonction des aléas conjoncturels. « *L'objectif d'équilibre budgétaire arrêté par l'accord européen (...) de mars est calculé en termes structurels. Il est donc incohérent que les trajectoires annuelles d'ajustement vers cet équilibre ne soient pas calculées de la même manière* », ont écrit les deux hommes. L'argument pourrait ressortir au Parlement lors du débat sur le pacte budgétaire européen, en octobre.

Il ne manque pas non plus d'économistes pour juger tout simplement intenable le rendez-vous de 2013. « *La France ne peut pas y parvenir - ce serait une folie -, mais elle joue, comme les autres Européens, au poker menteur* », plaide, sous couvert d'anonymat, un économiste de gauche convaincu que les difficultés des Pays-Bas ou de la Finlande peuvent contribuer à un assouplissement des politiques budgétaires. « *On mélange en fait des choses de nature différente, analyse Pierre Cahuc, professeur à l'Ecole polytechnique. Des règles rigoureuses et précises sur la gestion des déficits publics s'imposent. Elles n'interdisent pas aux gouvernements européens d'être souples à court terme et rigoureux à long terme.* »

Pour Patrick Artus (Natixis), qui prévoit un déficit public supérieur à 4 % du PIB en 2013, l'essentiel est ailleurs : « *La France a perdu la moitié de ses parts de marché depuis l'an 2000. Les entreprises industrielles mangent leurs marges. Elles sont très peu rentables, ce qui entraîne une baisse de gamme de l'ensemble de l'économie.* » « *Ce qui est urgent, dit-il, c'est un choc d'offre. Et il y aurait une sorte de schizophrénie de la part du gouvernement à se dire conscient des problèmes posés par la désindustrialisation sans prendre les*

mesures qui s'imposent (alléger le coût du travail et la pression fiscale sur les entreprises, etc.). »

Michel Didier (COE-Rexecode) défend à peu près la même thèse : *« Il faut des mesures de compétitivité, relatives à la durée et au coût du travail, pour éviter que l'industrie continue à se recroqueviller. »* Avant d'observer : *« L'Allemagne a baissé ses impôts et ses charges; nous faisons le contraire. On ne peut pas durablement diverger avec elle, c'est mortifère pour la zone euro. »*

Professeur d'économie à l'université d'Aix-Marseille, Gilbert Cette décèle *« deux risques extrêmes »* : celui de *« ne pas réagir assez vite au tsunami sur le marché du travail »*, et celui de *« se tromper de méthode en agissant trop vite sur le plan structurel »*. *« Il faut associer les partenaires sociaux au maximum pour aboutir à des compromis sociaux solides »*, ajoute-t-il, persuadé que les pistes de flexibilité interne figurant dans le document d'orientation sur la sécurisation de l'emploi sont les bonnes.

Pierre Cahuc, lui aussi fin connaisseur du marché du travail, est plus dubitatif. *« Les difficultés des Français à engager des réformes structurelles tiennent beaucoup aux blocages des partenaires sociaux »*. *« Pour les surmonter, analyse-t-il, il faut faire évoluer le syndicalisme vers un syndicalisme plus représentatif des salariés du privé. »*

Si le gouvernement Ayrault n'a rien dit de cet enjeu, le chef de l'Etat est conscient du risque de blocage. Il a bordé dans le temps les négociations sociales et accéléré le chantier de la compétitivité, comme pour montrer que sa stratégie économique ne se limitait pas à la plus stricte des orthodoxies budgétaires.